

Christian Lagarde
CRESEM, Université de Perpignan – Via Domitia

L'AFFAIRE DE LA SEPTIMANIE, OU L'IRRÉDUCTIBLE VILLAGE NORD-CATALAN

RÉSUMÉ

En 2005, le dynamique et controversé président du Languedoc-Roussillon, Georges Frêche, décide, à sa manière autocratique, de rebaptiser la région Septimanie. Pour les militants catalanistes et bon nombre d'élus roussillonnais, il est impensable d'occulter toute référence à leur territoire et donc à leur identité. Des manifestations diverses, qui prennent des formes spectaculaires carnavalesques autour de l'emblème du « *burro català* », sont dès lors organisées et leur succès fait reculer contre toute attente le président de région.

ABSTRACT

In 2005, Georges Frêche, dynamic and controversial president of Languedoc-Roussillon, decided autocratically to rename the region as Septimanie. That was unthinkable for Roussillon Catalanist activists and many elected representatives, as it would make disappear any reference to their territory and, therefore, to their Catalan identity. Several demonstrations were organized in the form of carnival parades, using the « *burro català* » as emblem. Considering the success of these public manifestations, the regional president reversed his decision.

Mots-clés / Keywords : Languedoc-Roussillon, Septimanie, Georges Frêche, burro català.

Cet article est issu de la communication présentée sous le même intitulé lors du 3ème Congrès de l'Association Française des Catalanistes, « Catalogne-Occitanie », organisé par Christian Camps en novembre 2007 au Centre Universitaire Du Guesclin de Béziers, et dont les Actes ont été publiés par lui aux Editions de la Tour Gile, en 2009¹. Une malheureuse coïncidence avec une autre publication a conduit à répéter dans ce volume l'autre article, et à ce que celui-ci soit demeuré inédit depuis lors.

La possibilité aujourd'hui offerte de le publier dans le cadre de ce numéro de Varia de la REC m'est apparue opportune, non pas tant par l'intérêt en soi de son contenu, qui peut être considéré aujourd'hui sans objet (certains acteurs évoqués ont disparu, d'autres se sont retirés de la vie publique), que parce que l'actualité de 2015-2016 nous ramène à la question très controversée du conflit de nomination au sujet des régions. Celles créées par les actions passées de décentralisation ont récemment fait, pour la plupart, l'objet d'un regroupement, et leur intitulé, mis à part celui de Normandie (fruit de la réunion de la Haute et de la Basse Normandie), s'avère en ce moment-même problématique, souvent source de dissensions (cf. le nom « Hauts de France » adopté

¹ Association Française des Catalanistes, *Actes du 3ème Congrès, « Catalogne-Occitanie », Béziers, Centre Universitaire Du Guesclin, 22, 23, 24 novembre 2007, édités par Christian Camps, Péronnas, Editions de la Tour Gile, 2009.*

pour la réunion de la Picardie et du Nord-Pas de Calais, rejeté par les Picards et raillé par Laurent Wauquiez, président de la nouvelle région réunissant l'Auvergne et Rhône-Alpes, et qui se refuse à la baptiser « Terres du milieu »).

Lors des faits évoqués dans le texte qui suit, le président de Languedoc-Roussillon souhaitait rebaptiser la région, et la disparition de toute référence catalane avait soulevé le département des Pyrénées-Orientales. Aujourd'hui, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées se trouvent réunis en une seule région, dont la capitale est Toulouse, et qui pour l'instant cumule les intitulés précédents. Le groupe de presse La Dépêche du Midi, qui contrôle aujourd'hui les quotidiens de la nouvelle région, a lancé une consultation auprès de ses lecteurs, et les élus seront très prochainement appelés à faire un choix. De Perpignan, les craintes et l'hostilité se sont déplacées, de Montpellier vers Toulouse : les risques de marginalisation du territoire catalan (autrefois, un département sur 5, désormais sur 13) sont indéniables, Montpellier la vilipendée a aussi tout à perdre dans la nouvelle configuration, si bien qu'on assiste à l'alliance improbable jusqu'à tout récemment entre élus montpelliérains et perpignanais. L'histoire se répète, les alliances et hostilités se reconfigurent... La différence patente, d'une décennie à l'autre (2005 – 2015), est que l'effet mobilisateur en « Pays catalan » s'est remarquablement estompé, et que les actes de spectacularisation analysés dans cet article ne se sont pas renouvelés. À la victoire sur Georges Frêche semble avoir succédé une certaine forme de résignation...

Le texte a été maintenu tel qu'il était destiné à être publié en 2009, y compris les références bibliographiques, délibérément sommaires à l'origine pour satisfaire au format éditorial, et qui datent. On a cependant accompagné le texte de quelques illustrations « d'époque ».

On pourra s'étonner du choix de ce sujet apparemment léger, étant donné le clin d'œil à la célèbre bande dessinée, dans un colloque aussi sérieux que celui organisé par l'AFC, qui plus est sur la thématique Occitanie-Catalogne². Cependant, les rapports complexes qu'entretient la Catalogne Nord avec le reste de la région Languedoc-Roussillon dans laquelle elle se trouve incluse, illustrés ici par l'affaire de la tentative de renomination en « Septimanie » du Languedoc-Roussillon, en 2005, par un Georges Frêche récemment élu à la tête de l'exécutif régional, me paraissent mériter l'attention et une analyse. En effet, au-delà des déclarations de principe de fraternité entre Catalogne et Occitanie que je fais pleinement miennes, l'« affaire de la Septimanie », en tant qu'épisode de ces relations, met en scène, à travers le « Burro masqué », dans le cadre du jeu de bascule entre Sud et Nord (Catalogne et « France ») propre au Roussillon, la problématique plus générale du couple identité/altérité vue au prisme des relations de voisinage.

Ce qui est digne d'intérêt dans cet épisode, c'est la genèse d'un conflit, sa spectacularisation, son instrumentalisation – si j'ose dire, congénitale – à des fins politiciennes ; en fait, la mise en scène et en mots d'une querelle identitaire figurée de longue date par l'adage en forme de dialogue de sourds : « *català burro – gavatx porc* ». Pour ce faire, je prendrai comme base documentaire principale le dossier de presse constitué par l'organisation à l'origine du mouvement, le groupe politique « Bloc català »³. C'est sans aucun doute une procédure peu recommandable⁴, mais, s'agissant

² Colloque où j'aurais pu, étant donné mon parcours personnel (d'Occitan vivant depuis bientôt un quart de siècle en Catalogne nord, écrivant sur ces questions, y compris dans les langues de ces territoires), avoir bien d'autres choses – et peut-être mieux – à dire...

³ Ce dossier était consultable (il ne l'est plus aujourd'hui) à l'adresse :

d'un corpus dont on pourrait suspecter à bon droit l'objectivité⁵, il me sera d'autant plus aisé d'y démasquer – si j'ose dire – les ambiguïtés discursives et par-delà, idéologiques. Après avoir rappelé dans un premier temps la chronologie des événements, je tenterai, derrière des apparences délibérément spectaculaires, de percer à jour les ressorts et les implicites de cette campagne, puis de la rapporter à la problématique des rapports Catalogne-Occitanie qui nous réunit aujourd'hui à Béziers.

1. GENÈSE D'UN CONFLIT

La région Languedoc-Roussillon a été créée comme les autres régions françaises sur la base des départements. Je ne reviendrai pas ici sur l'arbitraire du découpage territorial issu de la Révolution, qui persiste dans les nouvelles démarcations⁶, pour insister en revanche sur la configuration composite, perceptible dans la double dénomination Languedoc-Roussillon, dont chacun des termes est impropre, aussi bien au plan géographique qu'historique⁷. Le double nom, d'apparence égalitaire, enregistre bien un ordre de préséance qui revient à accoler un seul département aux quatre autres qui forment la région : le « Roussillon », dès l'origine est donc considéré non soluble, « irréductible » comme le village gaulois d'*Astérix* ; d'entrée de jeu, l'Administration prend acte, si j'ose dire, de ce que l'âne n'est pas du porc.

L'exécutif de la région sera tenu brièvement par les socialistes avant de passer aux mains droitières de Jacques Blanc auquel ses qualités et ses ambiguïtés manœuvrières permettront de rester au pouvoir pendant 18 années depuis 1986. Son alliance avec le Front National ayant laissé des traces, Blanc est battu en mars 2004 par les socialistes emmenés par Georges Frêche. Celui-ci, professeur de droit à l'Université et surtout depuis longtemps maire de Montpellier, peut se targuer à juste titre d'avoir fait passer cette ville, au cours de ses mandats successifs, de l'état de cité provinciale assoupie au rang de capitale régionale en plein essor démographique, à la qualité de vie tres

<http://burromasque.cdccat.com/revuedepresse.htm>

⁴ Tout (bon) directeur de recherche demanderait en effet à bon droit au chercheur novice de bien se garder de se laisser entraîner par la subjectivité (et l'idéologisation) de son corpus.

⁵ Il y a ambivalence dès lors que le dossier de presse sur un événement donné est présenté par un des acteurs du conflit. Il est d'une part aussi complet que possible, afin de démontrer tout l'impact médiatique de l'événement que l'on a provoqué ou subi ; il peut d'autre part n'être qu'une sélection des comptes rendus les plus favorables (et, en tant que tel, partiel et donc partial).

⁶ Il existe sur ce point une très abondante littérature, en particulier depuis les années 1970. Je me bornerai à renvoyer à la bibliographie de Robert Lafont à cet égard, particulièrement adaptée au contexte (entre autres, Lafont, 1967, 1968, 1993), et, sur la région Languedoc-Roussillon, entre autres, à la réflexion menée dans mon article « De l'identité régionale à l'identité linguistique : la trajectoire des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées » (Lagarde, 1998).

⁷ La question est complexe ; je ne ferai ici qu'en rappeler les grandes lignes. Le Languedoc d'Ancien Régime, issu du comté de Toulouse, avait cette ville pour capitale, et s'étendait de là jusqu'au Rhône. Les terres annexées à la Couronne de France par le Traité des Pyrénées de 1659 sont dénommées province du Roussillon, alors que celui-ci n'en est que la partie centrale – la plaine.

attractive⁸. Symboles les plus emblématiques de cette réussite : le quartier d'Antigone, le Corum, le tramway... Frêche est un administrateur dont l'ambition – disons même la mégalomanie mâtinée d'autocratie – n'est plus à démontrer⁹. Aussi, en passant de la capitale à la région, était-il impensable pour lui de modifier en rien, aussi bien ses méthodes de gouvernance que ses visions d'avenir. Au nombre de ses projets, la renomination de la région en une appellation unique, Septimanie, qui deviendrait également un label de promotion des produits régionaux. C'était sans compter l'investissement symbolique dans la nomination¹⁰, et surtout la suspicion de faire disparaître par ce tour de passe-passe le pôle catalan régional. C'est au nom d'une identité bafouée¹¹ que, sous l'insigne de l'âne, l'« irréductible petit village nord-catalan » allait lui livrer une guerre sans merci jusqu'à une piteuse reculade de sa part, quelques mois plus tard. Voyons-en les principaux actes.

Lors de sa première séance du 2 avril 2004, le nouveau président surprend les élus du Conseil Régional en faisant état de ses intentions de renomination et est bientôt conduit à s'en justifier en invoquant des raisons historiques, qui s'avèrent sujettes à caution. L'idée en soi n'est pas incongrue : Languedoc-Roussillon n'est guère qu'un attelage de circonstance, retenu faute de mieux, et la Septimanie aurait jadis regroupé les sept cités épiscopales de Nîmes, Maguelonne, Lodève, Agde, Béziers, Narbonne et Elne (incluant donc de ce fait le Roussillon). L'hebdomadaire nord-catalan *La Semaine du Roussillon*, dans son édition du 24/03/05, interroge à cet égard deux historiens universitaires perpignanais, qui révèlent bien des incertitudes. La moderniste Alice Marcet y tient des propos radicaux (« Personne ne sait vraiment ce que ce terme de Septimanie recouvre », il « ne correspond historiquement à rien », mieux encore, c'est un mythe) peu convaincants au plan de l'argumentation scientifique. En revanche, le médiéviste Aymat Catafau pose plus factuellement que cette appellation « apparaît une fois sous la plume [de] Sidoine Apollinaire, en 471 », puis de Grégoire de Tours en 590. « Il faudra attendre après 732, note-t-il, pour lire dans des récits [concernant la] conquête de la Marche Hispanique, le nom [entre autres] de Septimania [évoquant] une région reprise au nord des Pyrénées, [... sans qu'il y ait] jamais eu d'entité administrative répondant à ce nom ».

Le projet de Septimanie fait toutefois son chemin ; en février 2005, Georges Frêche annonce l'investissement de 12 millions d'euros dans la campagne de promotion du label « Septimanie, la griffe du soleil ». Au cours du mois suivant, les Catalans se mobilisent, principalement les formations nationalistes Bloc català et ERC¹², sous forme

⁸ L'expansion est indéniable en termes démographiques, en partie au détriment du reste de la région – ce « pompage » étant régulièrement dénoncé par les « périphéries » régionales. Le parallèle entre la macrocéphalie des métropoles régionales (au départ dites « d'équilibre ») et celle de Paris à l'échelon stato-national est justifié. Sur la qualité de vie et l'attractivité de la région et de sa capitale, on se reportera aux nombreux articles des spécialistes de géographie urbaine (entre autres, dans ce cas précis, ceux de Robert Ferras et de son équipe) et aux enquêtes réalisées périodiquement par les grands hebdomadaires nationaux (*Le Point*, *L'Express* en particulier).

⁹ Il suffit pour s'en convaincre de parcourir, dans la première hémérothèque venue, les titres de la presse quotidienne et hebdomadaire régionale (à l'exception, on s'en doute, des publications réalisées sous l'égide du Conseil Régional Languedoc-Roussillon).

¹⁰ Sur les relations entre pouvoir et nomination, voir entre autres Louis-Jean Calvet, 1974 et 1987. Sur les conflits de nomination concernant les langues, voir en particulier Andrée Tabouret-Keller (éd.), 1997.

¹¹ Puisque toute référence à l'espace, à l'histoire et donc à l'identité des Nord-catalans disparaît ainsi de la « vitrine officielle » régionale. C'est ce sur quoi se fonde le victimisme qui impulse et fédère la contestation.

¹² Le noyau central du « Bloc català » est « Unitat catalana », d'inspiration clairement transfrontalière (voir *infra*) ; quant à ERC, c'est une excroissance (récente) du parti « Esquerra Republicana de Catalunya », dont l'histoire et le rayonnement sont clairement identifiés « au Sud ».

de pétitions puis de création d'un collectif « Septimania no ». On compare alors l'initiative « fraîchesque » à la Septicémie, tandis que le président de région traite les récalcitrants par l'invective : d'abord d'« incultes » (France 3 Sud, juin 2005) – ils ignoreraient ce qu'est la Septimanie –, puis, début juillet, lors du lancement de la campagne publicitaire, carrément de « cons »¹³. Le 15 juillet, le maire des Angles¹⁴ met en scène une autre campagne, basée sur des affiches 4 x 3 : « Contre la Septimanie, vaccinons ! ».

Le 20 juillet, le Bloc català présente, au cours d'une conférence de presse festive réalisée à Perpignan, sa trouvaille : le « Burro masqué ». Sous le titre « Haro sur la Septimanie. Le "burro masqué" arrive ! », *La Semaine du Roussillon* explique comment l'animal mascotte, venu du Sud¹⁵, « masqué, tel Zorro, entre en résistance. Face au pouvoir autoritaire, les "incultes" brandissent l'arme de l'humour et de la dérision » (21/07/05). Selon le secrétaire général du Bloc, Jordi Vera, l'âne se bande volontairement les yeux, se refusant ainsi à voir « le mépris envers notre territoire et ses habitants ». L'âne, dont le Bloc distribue gratuitement l'effigie sous forme de « milliers [de] banderoles, affiches et autocollants », entonne l'air du défi : « Comme je suis têtu, résistant et que je suis un grand reproducteur, j'ai de grandes chances de continuer ce combat ! » (*I*, 21/07/05). Le lendemain même, 4.000 autocollants ont été distribués (*I*, 23/07/05), ce qui témoigne du succès populaire de l'invitation « à s'emparer du Burro masqué pour multiplier les actions en son nom » (*A*, 28/07/05). La médiatisation, bien maîtrisée, se développe : presse locale, régionale et nationale, AFP, presse sud-catalane et organes des minorités relaient l'information. Le 15 août, le site 'e-noticies.com' annonce même « El burro emmascarat estrena pàgina web ». L'Université Catalane d'Été, qui débute à Prades le lendemain même, 16 août, sert de caisse de résonance. Fin septembre, le collectif « Non à la Septimanie », qui se dit « toujours à la pointe de l'innovation, soucieux de donner une image positive, constructive et néanmoins déterminée », propose le téléchargement gratuit sur Internet d'un « hymne révolutionnaire » (*I*, 23/09/05).

¹³ À la Grande Motte, G. Frêche déclare : « Je demande à tous les cons qui détournent le mot Septimanie en septicémie d'arrêter. Moi, la Septimanie, je m'en fous. Il fallait bien trouver un nom qui soit fédérateur. Je lance un appel à l'intelligence. Qu'on cesse les chamailleries ! ». *L'Indépendant*, 21/07/2005.

¹⁴ Station de sports d'hiver située en Capcir.

¹⁵ Voir *infra*.



Figure 1. Campagne du collectif « Non à la Septimanie ».

Le lendemain, 24 septembre, Georges Frêche renonce officiellement : « J’abandonne le nom de Septimanie pour la Région. Elle continuera de s’appeler Languedoc-Roussillon » (*DM*, 24/09/05). Motif invoqué : « Les gens n’en veulent pas. Je laisse tomber. Je sais composer » ; il n’en tente pas moins de sauver l’honneur : « Par contre la Septimanie restera une marque » (*F*, 28/09/05). La question de savoir si la manifestation unitaire, envisagée dès la mi-juillet, doit ou non se tenir le 8 octobre à Perpignan, se trouve dès lors posée ; elle est maintenue, et rassemble de 5.000 à 8.000 personnes. Le lendemain, *Midi Libre* titre : « Les Catalans ont enterré la Septimanie » (09/10/05).

2. SPECTACULARISATION ET DESSOUS DES CARTES

En surface, l’« affaire de la Septimanie » peut être considérée comme relevant avant tout du domaine de la communication. Autant, paradoxalement, le Conseil régional investit financièrement dans cette sphère, autant le rendement « en interne » (entendez, vis-à-vis de la population de la région) dans cette « affaire » est désastreux. À cela, deux raisons : l’absence de concertation, imputable au type de « management » propre au président, et le mépris affiché par celui-ci à l’égard de la contestation. Quelque ait pu être le bien-fondé de la démarche de renomination, elle était ainsi vouée à servir non pas d’attractif mais de révélsif. En revanche, nous trouvons du côté nord-catalan une stratégie très opportuniste basée sur la spectacularisation intimement relayée par la médiatisation. Comme on a pu le voir, non seulement tous les moyens (post)modernes ont été mis à contribution (conférences de presse, publicité, insignes, hymne, site web...), permettant aux campagnes successives de disposer d’armes similaires à celles de l’adversaire, mais on a en outre habilement privilégié, à travers les divers signes visuels et sonores (en premier lieu, les scénographies et la mascotte), la satire et le burlesque. Les formes carnavalesques sont ainsi utilisées comme véhicules

de la contestation, emportant la sympathie et donc l'adhésion du public et laissant au camp adverse l'agressivité et la vulgarité, facteurs assurés de déconsidération.



Figure 2. Le « *burro masqué* ».

Le « burro masqué » est un détournement de l'identifiant choisi en Catalogne Sud pour faire pièce au taureau Osborne que revendiquent les Espagnols. Or, la représentation animale est elle-même un détournement, par la représentation identitaire, de la confrontation nationaliste¹⁶. Chacun des animaux incarne des valeurs différentes voire antagoniques¹⁷. Au-delà, le carnaval s'invite à travers le masque dont on pare le *burro*. Il opère, on le sait, à double sens, puisque si occultation il y a (qui se cache derrière le masque ? qui sont les véritables concepteurs de la campagne ?), il n'y en a pas moins monstration (mise en scène lors de la présentation, « tournée » à travers la Catalogne Nord, sur les marchés, à la faveur de manifestations de différents types)¹⁸. La couleur noire, le masque sont également symboliques ; ils renvoient non seulement, par l'apparence aisément identifiable, à la culture populaire – l'âne, c'est, très explicitement, Zorro – mais aussi à la mission de ce dernier : venger l'affront fait au

¹⁶ De ce point de vue, l'interdiction étatique (aussi bien en France qu'en Espagne) de manifester, sur les plaques d'immatriculation des véhicules, une appartenance différente voire concurrente des sigles nationaux reconnus internationalement (dans le cas catalan, « CAT » au lieu de « F » ou « E ») a été contournée par l'animalisation, qui joue sur un registre symbolique différent, et s'est révélée un franc succès.

¹⁷ La fonction différenciatrice, pacifique ou non (certaines voitures arborent les insignes de chacun des membres de la famille) par l'animal, relève pleinement du couple identité/altérité.

¹⁸ Le couple, d'apparence paradoxale, occultation/monstration, est au principe même de la séduction, et la communication doit savoir en jouer.

faible, exercer et rétablir la vraie justice avec des moyens différents. Le ridicule est l'arme suprême, alternative à la violence.

La campagne d'affichage « Contre la Septimanie, vaccinons ! » est d'ordre satirique, puisqu'elle repose sur un dessin humoristique. Il représente, au format 4 x 3, un Catalan en costume traditionnel, hilare, approchant une énorme seringue du postérieur d'un non moins traditionnel *cagaire* (ou *cagner*)¹⁹ au front dégarni et au nez rouge en patate, l'invité typiquement catalan (de plus ou moins bon goût²⁰) du *pessebre*. La « Septimanie », tout comme la « Septicémie » sont des détournements burlesques du terme Septimanie. Il s'agit de vacciner d'urgence contre la septicémie foudroyante qui frappe la catalanité, et sans doute de danser ensuite une carmagnole revisitée pour fêter le rétablissement (physique et identitaire) du malade désormais hors de danger. La contestation atteint là un caractère jubilatoire : les rieurs sont une nouvelle fois du « bon côté ».



Figure 3. Campagne d'affichage « Contre la Septimanie, vaccinons ! ».

Mais qui se cache derrière cette communication réussie parce que fédératrice ? On voit bien de qui l'on rit, on croit discerner pourquoi (nous envisagerons cet aspect par la suite) ; sait-on véritablement au bénéfice de qui ? Or, derrière le festif et derrière l'identitaire, l'affaire est avant tout politique, et même politicienne. Les commanditaires principaux sont, pour le *burro*, le Bloc català, pour la Septimanie, Christian Blanc, maire sans étiquette de la station de sports d'hiver des Angles ; des acteurs politiques aux visées clairement opposées à celles du nouveau président de région, cible de la contestation. Quand bien même le Bloc català, emmené par Jordi Vera, se revendique du centre-gauche, en tant qu'émanation transfrontalière (au Sud, on dirait « succursaliste ») de CDC (*Convergència Democràtica de Catalunya*), le parti fondé par Jordi Pujol et dominant au sein de la coalition CiU (*Convergència i Unió*), son véritable

¹⁹ Reproduite dans *L'Indépendant*, 13/08/05.

²⁰ Le goût prononcé des Catalans pour la scatologie et l'humour qui (*con perdón*) en découle, est bien connu. La question de l'existence d'un humour culturellement, voire nationalement, catalan, serait du reste un thème à creuser.

positionnement sur l'échiquier politique serait plutôt au centre-droit, la meilleure preuve locale étant la permanence de Jaume Roure (leader local de *Unitat catalana*, composante majeure du Bloc) comme adjoint au maire UMP de Perpignan, Jean-Paul Alduy. Quant à la qualité de « sans étiquette » de Christian Blanc, elle ne devrait pas dissimuler son appartenance précédente marquée à la « droite républicaine ».

La campagne contre la Septimanie s'inscrit pleinement dans un contexte de combat politique : la droite vient de perdre le Conseil régional au bénéfice de Georges Frêche ; celui-ci a exigé un audit de la gestion de son prédécesseur Jacques Blanc et fait geler les subventions de dernière heure allouées par celui-ci à sa famille politique. Comment ne pas voir dans l'affaire un règlement de comptes ? La meilleure preuve en serait le « défilé de la victoire » du 8 octobre à Perpignan, où l'on voit « Christian Blanc en tête [...], la droite [...] infiltr[ée] en début de cortège, sous la banderole du Bloc català : Jean-Paul Alduy, les députés Franco, Calvet et Mach, le sénateur Paul Blanc²¹, mais aussi, toujours aussi vibrionnant, l'ex-président de Région Jacques Blanc [...]. Bref, l'UMP était au rendez-vous » (*SR*, 13/10/05). L'instrumentalisation politicienne est patente : « Chaque groupe s'est fait un devoir – et visiblement un plaisir – de huer et siffler sous les fenêtres de l'Hôtel du Département » – présidé par le socialiste Christian Bourquin, proche de Georges Frêche – et, affirme le même compte rendu de presse, « on a cherché en vain les élus socialistes locaux ». Côté symbolique, on en rajoute, puisque l'on utilise « L'Estaca », chanson de Lluís Llach naguère dirigée contre le franquisme, pour clore la manifestation.

Cela dit, on ne saurait réduire la campagne contre la Septimanie à un simple règlement de comptes politique. Manifestement, les artisans de la contestation ont su – selon l'expression aujourd'hui en vogue – « faire bouger les lignes », rassembler au-delà d'un camp, au nom d'une identité catalane mise à mal. Contre qui, véritablement ? selon quel argumentaire ? c'est ce qu'il nous appartient de démêler à présent.

3. CATALOGNE – OCCITANIE : L'INSTRUMENTALISATION D'UN VRAI CONFLIT IDENTITAIRE ?

Notre corpus est constitué de 41 articles. Il n'est pas fortuit que, dossier de presse du Bloc català, il fasse apparaître cette formation, et singulièrement son secrétaire général et porte-parole Jordi Vera, comme le grand communicateur ; par ailleurs, pour frapper les esprits, il faut des « petites phrases » que la presse se complaît à relayer, il faut aussi des chiffres, quitte parfois à exagérer. Vera joue bien le jeu. Ainsi, il affirme que « Depuis 315 ans, on se permet de changer le nom de notre Terre » ; il qualifie l'opération Septimanie de « mauvais marketing, un gaspillage honteux de l'argent public : des millions d'euros engloutis, probablement des centaines de millions » (*A*, 28/07/05). Les arguments sont parfois spécieux et provocateurs, à preuve : « Un nom qui rappelle des mots comme septicémie ne peut pas apporter des idées positives », *DG*, 23/08/05), ou encore : « la région ne se dénomme pas Languedoc-Roussillon, mais seulement Languedoc. Pendant 32 ans, on nous a caché cette réalité administrative » (*DM*, 24/09/05). Au cœur de l'action, Jordi Vera fait feu de tout bois, schématisant à l'extrême et jouant sur le registre affectif : il dénonce pêle-mêle « la discrimination dans tous les domaines » et « le mépris envers notre terre et ses habitants » (*I*, 21/07/05). Si, comme on l'a vu, au plan financier, la Septimanie de Frêche, c'est la gabegie, l'amalgame historique et la dramatisation vont bon train. Partant de l'idée qu'avec la

²¹ Soit – Jean-Paul Alduy étant sénateur-maire de Perpignan – toute la représentation parlementaire du département, à l'exception du député socialiste Henri Sicre.

résurrection du terme, « on va fouiller dans les cartons de l'histoire pour ressortir une vieille idée relancée par Pétain en 1941 » (*AFP*, 22/07/05), on recontextualise, non sans arrière-pensées, façon années 40 : on en profite pour « dénoncer le viol de notre pays par les forces de l'envahisseur Georges Frêche » et proclamer que « le peuple catalan est en résistance » (*F*, 15/08/05).

Les référents historiques et les horizons géographiques ne sont pas les mêmes pour les deux parties en présence. Chacune convoque ceux qui servent son propos. Pour un Georges Frêche volubile et grandiloquent, la Septimanie ouvre à de larges horizons méditerranéens. Elle n'est rien d'autre que « le lien avec Byzance, Rome, l'Italie, l'Espagne, l'Andalousie, la Castille, la Catalogne, et au-delà le monde arabe. C'est toute une part de l'histoire de France qui fait aujourd'hui de Montpellier un pont entre l'Europe et le Maghreb, et de Perpignan, un pont entre la France et l'Espagne » (Site web du Conseil Régional Languedoc-Roussillon)²². Castille, Espagne, France, autant de termes révéulsifs pour le « fonds de commerce » nationaliste catalan du Bloc. Jordi Vera, capable d'analyses politiques pertinentes, révèle de ce point de vue, à la veille de la manifestation de la victoire, son référent unique et des présupposés bien arrêtés : « La Septimanie nous renvoie à une période trop lointaine de l'histoire où la nation catalane n'existait pas encore » (*I*, 06/10/05). Que deviendraient alors « notre culture, [...] notre authenticité catalane » (*AFP*, 22/07/05), et du coup l'existence même de son mouvement ? C'est bien ce que, chacun à sa manière, les deux historiens universitaires locaux avaient mis en évidence six mois auparavant, Aymat Catafau au plan du différentiel identitaire (« on veut faire disparaître la différence des évolutions de deux régions distinctes, faire disparaître la dualité de ces noms »), Alice Marcet au plan géopolitique (« [Frêche] veut gommer l'aspect catalan de la Région, pour justifier la frontière. C'est une vision très jacobine. C'est une façon de justifier le centralisme parisien en coupant notre département de [s]es racines qui sont au sud » *SR*, 24/03/05)²³. La renomination heurte frontalement le projet du Bloc et de toute la pensée militante nord-catalane, pour qui « C'est une région catalane qu'il nous faut » (*ML*, 20/09/05) – Marcet en suggérait même le modèle : « comme on a fait une région corse » *SR*, 24/03/05 –, étant entendu qu'une telle création « va dans le sens de l'histoire », qui est « aussi le (bon) sens de la construction européenne ». C'est pourquoi, vitupère Vera, « nous ne laisserons pas Georges Frêche briser cet espoir » (*A*, 28/07/05).

La communication de la campagne nord-catalane anti-Septimanie repose sur des analyses bien construites, que ce soit en termes psychosociaux (Robert Marty²⁴ en appelant à « des actes concrets de résistance contre cette insupportable violence symbolique exercée par l'arbitraire du nouveau pouvoir régional » *I*, 12/08/05) ; politiques (Jordi Vera reconnaissant que « Toutes les frustrations liées au chômage, à l'insuffisance criante des infrastructures, à notre impuissance politique ont resurgi à cette occasion » *ML*, 20/09/05) ; économiques (Christian Blanc relevant que « Selon des hôteliers, il y a des étrangers qui sont complètement déboussolés par cette nouvelle appellation » *SR*, 18/08/05). Parfois cependant, on cède aux clichés. Tandis que

²² L'ordre des termes (Espagne, Andalousie, Castille, Catalogne) est assez confus. Par ailleurs, Georges Frêche se garde bien d'évoquer les liens médiévaux de Montpellier avec la Catalogne, en tant que possession des rois d'Aragon.

²³ La référence à « notre département » peut paraître contradictoire avec la dénonciation de la « vision très jacobine ». On peut difficilement récuser l'annexion à la France et faire siens à travers son discours (ici, sous la forme assez spontanée d'une déclaration à la presse) les concepts administratifs qui lui sont propres.

²⁴ Universitaire perpignanais qui se définit comme sémiologue et spécialiste de la communication. Il intervient régulièrement dans les médias et a publié des ouvrages sur la symbolique identitaire de l'équipe de rugby perpignanaise, l'USAP, dont il est un ardent supporter.

L'Indépendant titre sur « Le projet pharaonique de Georges Frêche » (I, 21/07/05), Aymat Catafau voit en cette affaire « le gros qui veut étouffer le petit » (SR, 23/04/05). Parfois même, les commentateurs s'égarent dans le déni grossier d'altérité : « “Burro” signifie “âne” en catalan et certains autonomistes ont choisi pour emblème cet animal sobre, travailleur, modeste et têtu par opposition au toro castillan, symbole de l'agressivité et sans doute d'une certaine bêtise » (I, 06/10/05). Et l'Occitanie, dans tout cela ?...



Figure 4. Affiche dans *L'Indépendant*.

Pareille dénomination, comme bien souvent, est ici rarement usitée. Elle n'est du reste que partiellement appropriée, tout comme d'ailleurs celle de Languedoc ; or le flottement et la multiplication des désignants traduit, on le sait, un conflit identitaire²⁵. Aymat Catafau est l'un des rares à reconnaître en Frêche, avant tout vilipendé en tant qu'individu, « un Occitan » (SR, 23/04/05). Jaume Roure, président d'Unitat Catalana, est le seul à invoquer une solidarité occitano-catalane en tant que victimes de la nouvelle politique d'appellation : « Ce nom contribue à nier notre identité catalane comme celle de nos voisins occitans d'ailleurs » (T, 31/07/05). Mais, tout comme Georges Frêche, c'est la capitale régionale qui est la cible privilégiée de la contestation. Jordi Vera accuse : « c'est la boulimie de Montpellier, qui "recentralise" le peu qui a été décentralisé » (I, 21/07/05). Le *Midi Libre* du 20 septembre commente de manière éclairante la campagne comme résultante d'un long processus – ce que *Télérama* définira comme « l'ultime laminage de l'identité catalane » (01/10/05) – : « Mais là, ce n'est plus l'épiderme qui serait atteint : c'est le cœur, c'est la tripe. [...] Languedoc-Roussillon, ce mot-appendice les renvoyait à l'éternelle frustration : avoir été, bon gré,

²⁵ L'enquête Familles de l'INED de 1999 a mis en évidence les multiples dénominations de l'occitan par les enquêtés (Lefèvre, Filhon, 2005).

mal gré, rattachés à Montpellier ». La stratégie nord-catalane du Bloc, en revanche, est à l'autonomie (« Nous voulons une région gérée depuis Perpignan », *I*, 06/10/05) et au partenariat avec « le Sud » (« permet[tant ...] de dialoguer avec Barcelone », *ML*, 20/09/05). Elle n'est pas avec les Occitans qu'on ne veut percevoir, dans la construction identitaire nord-catalane, qu'au prisme d'un long contentieux historique, rattrapé et réactualisé ici par l'événement.

4. QUE CONCLURE ?

Occitanie-Catalogne, il y a loin, on le voit, de la coupe – la « *Coupo Santo* » elle-même, si souvent invoquée, aussi²⁶ – aux lèvres. L'épisode de la lutte contre la renomination de la région Languedoc-Roussillon en Septimanie, par un Georges Frêche fort maladroit communicateur, illustre bien le fondement même de l'affirmation identitaire : celui de la différenciation. L'altérité trouve d'autant mieux à s'affirmer face à la contrainte. Les hommes politiques, leur discours, possèdent une densité symbolique toujours surprenante, grandement amplifiée par les relais médiatiques, d'autant plus efficaces qu'ils sont bien maîtrisés. La crise de 2005, par une conjonction de motifs disparates et parfois presque antinomiques, a réussi à fédérer « le peuple (nord)catalan toutes générations confondues » (*SR*, 13/10/05) de manière originale, parce qu'allant – sans pour autant l'abandonner – au-delà d'un victimisme passionnel et compassionnel. On peut y lire sans conteste que la nécessité décuple, semble-t-il, l'imagination ; que l'humour canalise à merveille la violence symbolique et s'avère d'autant plus efficace qu'il sait mettre les rieurs de son côté. Grâce à l'invention de la Septicémie, de la Septimanie et surtout grâce à la mise en scène carnavalesque du Burro masqué, la Septimanie de Georges Frêche n'aura duré, pour ainsi dire, qu'un seul été. Le village nord-catalan, galvanisé, aura su résister. De Catalogne-Nord, on avait pourtant prévenu le président de région : faire l'âne n'est pas forcément faire la bête.

BIBLIOGRAPHIE

Corpus (organes de presse cités) :

Arriti [A], hebdomadaire militant corse.

La Dépêche du Midi [DM], quotidien, Toulouse, édition Littoral.

Le Figaro [F], quotidien, Paris.

L'Indépendant [I], quotidien, Perpignan.

Le Midi Libre [ML], hebdomadaire, Montpellier, édition Roussillon.

La Semaine du Roussillon [SR], hebdomadaire, Perpignan.

Télérama [T], hebdomadaire, Paris.

²⁶ La Coupo Santo « qué nous vèn di Catalan » (offerte aux Félibres provençaux le 30 juillet 1867 par leurs homologues catalans pour avoir accueilli Victor Balaguer exilé) est le symbole même de l'amitié franco-catalane. Elle n'empêcha pas pour autant ces deux mouvements félibréens de diverger (*cf.* la communication de Pierre Pesseme, président du CAOC occitan, dans le volume des Actes : Camps, 2009).

Bibliographie sommaire :

- Calvet, Louis-Jean (1974). *Linguistique et colonialisme*. Paris : Payot.
- Calvet, Louis-Jean (1987). *La guerre des langues*. Paris : Payot.
- Camilleri, Carmel *et al.* (1990). *Stratégies identitaires*. Paris : PUF.
- Lafont, Robert (1967). *La révolution régionaliste*. Paris : Gallimard.
- Lafont, Robert (1968). *Sur la France*. Paris : Gallimard.
- Lafont, Robert (1993). *La Nation, l'Etat, les régions*. Paris : Berg.
- Lagarde, Christian (1998). « De l'identité régionale à l'identité linguistique : la trajectoire des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées ». Dans Dawn Marley, Marie-Anne Hintze et Gabrielle Parker (éds.), *Linguistic Identities and Policies in France and the French-speaking World*. Londres : Association for French Language Studies (AFLS) / The Centre for Information on Language Teaching and Research (CILT), pp. 103-116.
- Lefèvre, Cécile, Alexandra Filhon (2005). *Histoires de familles, histoires familiales*. *Les Cahiers de l'INED*, 156.
- Tabouret-Keller, Andrée (éd.) (1997). *Les enjeux de la nomination des langues*. Louvain-la-Neuve : Peeters.